

entre le gouvernement du Canada et les gouvernements provinciaux, en vertu du Bill C-73, Loi anti-inflation, ainsi que copie, en anglais, de notes explicatives à ce sujet. (Document parlementaire n° 301-7/32).

Sur motion de M. Macdonald (Rosedale), appuyé par M. Sharp, il est ordonné,—Que les comptes publics pour l'année financière terminée le 31 mars 1975, ainsi que le rapport de l'Auditeur général y afférent, soient déferés au Comité permanent des comptes publics.

Il est donné lecture de l'ordre portant prise en considération des travaux des subsides.

En conformité des dispositions de l'article 58 du Règlement, M. Beaudoin, appuyé par M. Lambert (Bellechasse), propose,—Que la Chambre considère que le gouvernement a manqué de prévoyance et de leadership dans la conduite des affaires de l'État, et qu'il doit être blâmé pour n'avoir pas tenu sa promesse d'une société juste et équitable et pour n'avoir pas empêché la détérioration du climat social, en négligeant d'arrêter la croissance alarmante du chômage, de présenter une législation autre que le contrôle des prix et des salaires, de prévenir le taux actuel d'inflation et de mettre à la disposition des provinces des prêts dont le taux d'intérêt ne dépasse pas les frais d'administration.

Il s'élève un débat;

Ce jour étant le cinquième et dernier jour désigné pour la période des subsides se terminant le 10 décembre 1975, à 9 h. 45 du soir, M. l'Orateur interrompt les délibérations suivant les dispositions du paragraphe (10) de l'article 58 du Règlement.

Cette motion, mise aux voix, est rejetée, par le vote suivant:

(Vote n° 86)

POUR

Messieurs

Alexander	Friesen	Lambert
Alkenbrack	Gauthier	(Edmonton-Ouest)
Allard	(Roberval)	Lawrence
Andre	Gilbert	MacDonald
(Calgary-Centre)	Grafftey	(Egmont)
Baker	Halliday	MacKay
(Grenville-Carleton)	Hamilton	MacLean
Bawden	(Qu'Appelle-Moose)	Malone
Beaudoin	Mountain)	Matte
Benjamin	Hamilton	McCain
Blackburn	(Swift Current-	McKenzie
Brisco	Maple Creek)	McKinley
Cadieu	Hargrave	McKinnon
Clark	Hees	Mitges
(Rocky Mountain)	Horner	Muir
Clarke	Huntington	Neil
(Vancouver Quadra)	Hurlburt	Nowlan
Coates	Jelinek	Nystrom
Crouse	Jones	Oberle
Darling	Kempling	Orlikow
Dick	Knowles	O'Sullivan
Dionne	(Winnipeg-	Paproski
(Kamouraska)	Nord-Centre)	Peters
Ellis	Knowles	Ritchie
Elzinga	(Norfolk-Haldimand)	Rodriguez
Epp	Korchinski	Rondeau
Fairweather	Lambert	Rynard
Forrestall	(Bellechasse)	Saltsman
Fortin		Schellenberger

Messieurs

Scott	Symes	Whittaker
Stanfield	Towers	Wise
Stewart	Wenman	Yewchuk—79.
(Marquette)		

CONTRE

Messieurs

Abbott	Fleming	Macdonald
Allmand	Flynn	(Rosedale)
Andres	Foster	MacFarlane
(Lincoln)	Fox	Mackasey
Appolloni (M <sup>me</sup> )	Francis	Marceau
Baker	Gauthier	Marchand
(Gander-Twillingate)	(Ottawa-Vanier)	(Kamloops-Cariboo)
Béchar	Gendron	Martin
Bégin (M <sup>lle</sup> )	Gillespie	McIsaac
Blais	Goodale	McRae
Blaker	Gray	Milne
Blouin	Guay	Nicholson (M <sup>lle</sup> )
Boulanger	(Saint-Boniface)	O'Connell
Breau	Guay	Olivier
Bussièrès	(Lévis)	Ouellet
Caccia	Guilbault	Parent
Cafik	Haidasz	Pearsall
Campagnolo (M <sup>me</sup> )	Harquail	Penner
Campbell (M <sup>lle</sup> )	Herbert	Portelance
(South Western Nova)	Holt (M <sup>me</sup> )	Poulin
Chrétien	Hopkins	Prud'homme
Clermont	Isabelle	Railton
Collenette	Joyal	Raines
Comtois	Kaplan	Roberts
Condon	Lachance	Rompkey
Corbin	Lajoie	Rooney
Corriveau	Lalonde	Roy
Côté	Landers	(Laval)
Cullen	Lang	Sharp
Cyr	Langlois	Smith
Daudin	Laniel	(Saint-Jean)
De Bané	Lapointe	Stewart
Demers	LeBlanc	(Cochrane)
Dionne	(Westmorland-Kent)	Stollery
(Northumberland-	Lefebvre	Tessier
Miramichi)	Lessard	Trudel
Douglas	Loiselle	Turner
(Bruce-Grey)	(Chambly)	(London-Est)
Dupont	Loiselle	Watson
Dupras	(Saint-Henri)	Whelan
Duquet	Lumley	Yanakis
Faulkner	MacDonald	Young—108.
	(Cardigan)	

M. Chrétien, appuyé par M. Sharp, propose,—Que le Budget supplémentaire (A), 1975-1976, déposé sur la Table le mercredi 12 novembre 1975, soit agréé.

Cette motion, mise aux voix, est agréée, sur division.

M. Chrétien, appuyé par M. Sharp, propose,—Que le Bill C-79, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière se terminant le 31 mars 1976, soit maintenant lu une première fois et imprimé.

Cette motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ce bill est lu une première fois et l'impression en est ordonnée.

M. Chrétien, appuyé par M. Sharp, demande à proposer,—Que ce bill soit maintenant lu une deuxième fois et déferé à un Comité plénier.